



Espagne. Que se passe-t-il sur le front de l'austérité?

Xavier Dupret

Décembre 2016

12.700 signes

La péninsule ibérique est, depuis trois ans, le lieu d'une forte contestation des politiques d'austérité qui y sont menées depuis l'imposition du pacte de stabilité à l'Espagne. Depuis un certain temps déjà, la presse conservatrice ibère¹ claironne que l'Espagne serait sortie de crise. Selon nous, il n'en est rien.

Pour la petite histoire, on peut faire remonter l'histoire des politiques d'austérité en Europe à l'année 2010. En effet, c'est à cette époque que le pacte de stabilité et de croissance, adopté en 1998, est substantiellement modifié. Ses modifications vont dans le sens d'une surveillance et d'une coordination renforcées des finances publiques des Etats membres ainsi que d'une accélération des procédures pour déficit excessif.

2010, odyssée de l'angoisse...

Le contexte dans lequel ces mesures sont adoptées est, à l'époque, particulièrement tendu pour les finances publiques des pays du sud de la zone euro. La dette publique grecque était sous pression depuis décembre 2009 alors que les trois principales agences de notation (Fitch Ratings, Standard & Poor's et Moody's) avaient sérieusement dégradé la cote de la dette publique d'Athènes. Les malheurs de la Grèce vont affecter deux autres pays du sud de la zone euro. En l'occurrence, il s'agit du Portugal et de l'Espagne.

Il faut dire que ces deux pays présentaient un même profil d'insolvabilité structurelle que la Grèce. Les chiffres qui suivent sont extraits de la base de données Eurostat. Pour mémoire, la solvabilité d'un pays s'établit en comparant la valeur des actifs financiers avec celle du passif

¹ ABC, 14/12/2016.

(la dette) qui l'a financé. Plus précisément, «cet indicateur représente donc l'accumulation d'actifs financiers, passifs déduits, des acteurs par rapport à leurs revenus annuels»².

Pour l'année 2010, on obtient les valeurs suivantes pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal.

Solvabilité financière du sud de la zone euro (% du PIB)

Grèce	-100,2
Espagne	-85,4
Portugal	-104,3

Source : Eurostat, novembre 2016

On notera, bien sûr, l'état de délabrement avancé de la position financière de ces trois économies. Les difficultés éprouvées par les autorités grecques à garder le contrôle de leur déficit budgétaire va entraîner une flambée des taux d'intérêt sur la dette du pays au cours de l'année suivante. Pour mémoire, les taux d'intérêt sur la dette grecque étaient, à l'été 2011, de 45,892 % pour des titres à deux ans et de 18,548 %³ pour des titres à dix ans. La perspective d'un défaut sur la dette grecque devenait, dans ces conditions, de plus en plus évidente.

Les dettes publiques espagnole et portugaise, puisque ces deux pays présentaient des profils de solvabilité identiques, ont été logiquement mises sous pression par la même occasion. C'est particulièrement le cas de la dette portugaise qui affichait un taux à 5 ans de 14,73% à la même époque⁴. La dette espagnole était relativement épargnée avec un taux à 10 ans de 6,41%. Pourtant, la zone euro était remise en question dans son architecture même puisque les écarts avec les taux d'intérêt sur la dette publique allemande ne cessaient de se creuser. On rappellera qu'à la même époque, le taux d'intérêt sur la dette publique allemande à 10 ans était de 1,35%. Le différentiel avec la dette publique espagnole est encore plus élevé pour ce qui est des titres à maturité plus courte. C'est ainsi que la dette publique allemande à deux ans faisait l'objet d'un taux de 0,03% en mai 2012 contre 4,21% pour l'Espagne⁵.

De bien douteuses conditions

Alors que deux mécanismes européens sont, à cette époque, créés l'un à la suite de l'autre (en l'occurrence, le Fonds européen de stabilité financière lancé en 2010 et le Mécanisme européen de stabilité porté sur les fonds baptismaux en 2012), les plans d'austérité et les coupes claires dans les finances publiques se succèdent dans la partie méditerranéenne de la zone euro. La chose n'a rien d'illogique puisque « le MES a pour but de mobiliser des

² Eurostat, Glossaire statistique, 2016.

³ *Les Echos*, 25 août 2011.

⁴ Gecodia, mai 2012 (www.gecodia.fr)

⁵ Ibid.

ressources financières et de fournir, sous une stricte conditionnalité (...) un soutien à la stabilité à ses membres ».⁶

L'existence de conditionnalités constitue un fait fondamental puisqu'elle permet d'établir un parallélisme évident avec les plans d'ajustement structurel qui ont été appliqués durant les années 90 dans un grand nombre de pays du sud. Avec les mêmes résultats, notamment en ce qui concerne le marché du travail. « Les réformes du marché du travail, les licenciements, fruits des privatisations, de la réduction du secteur public et de l'écroulement des secteurs à haut niveau d'emploi, ont sérieusement affaibli la position des travailleurs. Le niveau de l'emploi a diminué et ce dernier est devenu encore plus précaire »⁷.

L'impact des mesures d'austérité sur la croissance de l'Espagne⁸ (et partant, sur le niveau de leurs dettes respectives) a été dramatique. Le tableau qui suit reprend les taux de croissance annuels de l'Espagne depuis que la crise a éclaté, soit l'année 2007.

Taux de croissance de l'Espagne (% PIB) de 2007 à 2015

2007	3,80%
2008	1,10%
2009	-3,60%
2010	0,01%
2011	-1,00%
2012	-2,60%
2013	-1,70%
2014	1,40%
2015	3,20%

Source: Instituto nacional de estadísticas, novembre 2016

Pour l'année 2007, les choses sont claires. L'Espagne, tirée par le dynamisme de son secteur immobilier, affiche un taux de croissance impressionnant par rapport au reste de la zone euro. En 2008 et surtout en 2009, la crise fait plonger l'Espagne dans la récession. La stagnation de l'année 2010 (0% de croissance du PIB) va faire place à une récession prolongée pour les années 2011 (-1%), 2012 (-2,60%) et 2013 (-1,70%).

La comparaison avec la croissance de la zone euro à la même époque est sans appel. En 2010, la croissance de la zone euro était de 2%. En 2011, alors que l'Espagne, comme nous l'avons vu, plonge dans la récession, la zone euro affiche une croissance de 1,1%. En 2012 et 2013, la récession qui affecte la zone euro (respectivement -0,8 et -0,4%) est de moindre ampleur qu'en Espagne. L'austérité a fortement impacté la trajectoire économique de l'Espagne. L'année 2014 fait exception à cette série noire puisque la croissance de l'économie espagnole

⁶ Article 3 du Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES)

⁷ CETRI, François Houtart, L'échec des politiques d'ajustement structurel de la banque mondiale, mai 2002. (Url : <http://www.cetri.be/L-echec-des-politiques-d>)

⁸ On verra remarquer que jusqu'à présent, l'Espagne n'a jamais demandé l'« aide » du MES. Cela signifie que le pays pouvait encore se financer sur les marchés mais à des conditions particulièrement drastiques sur le plan budgétaire qui ne différaient, sur le fond, guère des conditionnalités émises par le MES.

(1,4%) est très légèrement supérieure à celle de la zone euro à la même époque (1,3%⁹). Dans la foulée, l'année 2015 voit l'Espagne atteindre un niveau de croissance (3,20%) quasi équivalent à celui d'avant la crise.

Nous sommes en présence, tout de même, du double du score de la zone euro (1,6%). La différence n'est évidemment pas mince. Mais la raison de cette croissance est à chercher dans une série de facteurs externes à l'économie espagnole comme un afflux touristique important, la baisse des coûts du pétrole ou les politiques expansives de la BCE. En clair, l'Espagne n'a toujours pas renoué avec une croissance basée sur des facteurs endogènes basés sur de l'ajout de valeur dans des procès de production.

Une tiers-mondisation durable

Sans tourner inutilement autour du pot, on statuera que l'Espagne s'est tiers-mondisée en l'espace d'une petite décennie. Sa croissance est de moins en moins basée sur un processus permanent d'ajout de valeur au sein des industries et de plus en plus sur la baisse des salaires. Les syndicats espagnols se plaignent d'ailleurs, de ce que la croissance retrouvée ne se soit pas accompagnée d'une amélioration de la qualité de l'emploi¹⁰.

Le drame structurel de l'Espagne réside dans sa désindustrialisation. En 2002, le secteur secondaire représentait 30,5% du PIB espagnol. Aujourd'hui, cette part a fondu pour atteindre 22,4%¹¹. Pendant ce temps, la part de l'industrie dans le PIB allemand passait, à titre de comparaison, de 29 à 30,5%. Plus inquiétant encore, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB était inférieure de deux points de pourcentage à la moyenne de la zone euro en 2013 (15,7% pour la zone euro et 13,4% pour l'Espagne)¹².

Il est vrai que l'Espagne a fortement souffert du dégonflement de sa bulle immobilière entre 2007 et 2010. Cette époque se caractérise, en effet, par une diminution importante de la part de la construction dans l'économie espagnole. La croissance de l'Espagne semble, pour l'heure, essentiellement le fait d'une compétitivité retrouvée via une baisse importante des salaires. On peut aujourd'hui évaluer à plus de 9% (9,2% pour être plus précis) la baisse de pouvoir d'achat des Espagnols entre 2008 et 2014¹³.

Ce modèle de croissance (« Plus de touristes et des salaires plus bas ») n'est pas durable. Pour ce qui est du tourisme, on notera que l'Espagne a surtout bénéficié, au cours de l'année 2015, d'« une redistribution des flux touristiques provoquée par l'augmentation du risque terroriste

⁹ Eurostat, Real GDP growth 2004–2014, 2015.

¹⁰ *El Mundo*, 2 décembre 2016.

¹¹ Banque mondiale, part de l'industrie dans la valeur ajoutée 2002-2014, base de donnée consultée en décembre 2016.

¹² Eurostat, novembre 2016.

¹³ Instituto Nacional de Estadística (INE), novembre 2016.

dans certains pays traditionnellement très fréquentés comme la Turquie ou la Tunisie »¹⁴, soit un effet purement conjoncturel qui ne permet pas d'anticiper d'une réelle amélioration des fondamentaux économiques du pays.

Par ailleurs, la crise politique qui a longuement retardé la formation d'un gouvernement a empêché temporairement de continuer à saigner les finances publiques du pays en appliquant le programme de stabilité. En revanche, depuis que Mariano Rajoy a, en octobre 2016, repris les rênes du pays, les autorités espagnoles se sont engagées à réduire leur déficit à 4,6% en 2016 et à 3,1% en 2017. « Le gouvernement intérimaire avait envoyé en octobre à Bruxelles un projet de budget avec une prévision de déficit de 3,6% du PIB. La Commission lui a demandé de le ramener à 3,1% ce qui suppose des coupes budgétaires de quelque 5,5 milliards d'euros ».¹⁵

Les conséquences attendues de cette politique feront déchanter plus d'un laudateur de la politique du gouvernement Rajoy. Il n'est, en effet, pas un jour sans que la Banque d'Espagne (BDE) ne baisse les prévisions de croissance de la patrie de García Lorca. La BDE a estimé, il y a peu, que la croissance de l'économie espagnole ne sera plus que de 2,5% en 2017 et de 2% en 2018 et 2019¹⁶. En clair, le retour au *business as usual* du gouvernement espagnol et les coupes claires dans les dépenses qui l'accompagneront mineront la croissance en Espagne à très brève échéance.

Dont acte. Espérons donc que, pour les partisans de l'austérité dans la zone euro, ces faits signifient la fin des châteaux en Espagne.

Pour citer cet article : Dupret, Xavier, Association culturelle Joseph Jacquemotte (www.acjj.be), Espagne. Que se passe-t-il sur le front de l'austérité ?, décembre 2016, (Url : www.acjj.be/espagne-que-se-passe-t-il-sur-le-front-de-lausteritec2)

¹⁴ *Les Echos*, 30 septembre 2016.

¹⁵ *Le Figaro*, 4 novembre 2016.

¹⁶ Banco de España, Proyecciones macroeconómicas de la economía española (2016-2019), décembre 2016.